

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 10/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA DE KERVELEN

KERVELEN
22110 Plouguernével

Références : VD/EK/2025/12/16/04
Code AIOT : 0052204220

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement SCEA DE KERVELEN implanté KERVELEN 22110 Plouguernével. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA DE KERVELEN
- KERVELEN 22110 Plouguernével
- Code AIOT : 0052204220
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage avicole autorisé pour une capacité de 130 000 emplacements de poules pondeuses avec en annexe une fabrique d'engrais et supports de cultures.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Transfert d'effluents / Compostage

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
2	Prescriptions concernant la fabrique d'engrais et supports de culture	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.1	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
3	Prescriptions concernant la fabrique d'engrais et supports de culture	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.3	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
5	Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Demande d'action corrective	6 mois
8	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Demande d'action corrective	12 mois
10	Forage	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 4.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
11	Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Demande d'action corrective	8 mois
12	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Demande d'action corrective	6 mois
16	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
6	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
7	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
9	Forage	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 4.2.1	Sans objet
13	Dispositions relatives la dispersion de poussières	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I	Sans objet
14	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33	Sans objet
15	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 octobre 2023 ne sont pas respectées puisqu'il n'y a pas eu de dossier de déposé pour présenter les modifications apportées au fonctionnement de l'installation.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07 août 2012 ne sont pas respectées pour ce qui est du comblement du forage et du fonctionnement de la fabrique d'engrais et supports de culture.

La mise en demeure du 12 octobre 2023 de respecter les dispositions de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 peut-être levée (collecte des eaux de pluie).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 1
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : La SCEA DE KERVELLEN est autorisée à exploiter à PLOUGUERNEVEL au lieu-dit « Kervelen » (sections YA N°22) à PLOUGUERNEVEL conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole dont la capacité maximale est de 130000 animaux équivalents en présence simultanée, répartis en 130000 poules pondeuses (œufs de consommation en cage avec séchage). Il est également donné acte à l'éleveur de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également, en annexe de l'élevage, à cette adresse, une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 3.6 tonnes par jour.

<p>Constats :</p> <p>Mise en place de 127 224 poules pondeuses pour une production d'azote de 59 414 unités : Conforme.</p> <p>3619 tonnes de fientes enlevées en 2024, soit environ 9.9 tonnes par jour et 1243 tonnes enlevées en 2025, soit 3.4 tonnes par jour, mais un stock important de fientes est présent le jour de l'inspection (hangar quasiment plein) soit en moyenne sur 2 ans une production de 6.6 tonnes par jour : Non Conforme.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 mois

N° 2 : Prescriptions concernant la fabrique d'engrais et supports de culture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.1
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation permettra de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui devra répondre à la norme NFU 42 001.</p>
<p>Constats :</p> <p>Malgré la présentation d'une analyse des fientes conforme et l'indication de travaux réalisés sur le tunnel de séchage des fientes, au vu des éléments présentés au point 1 ci-dessus et 3 ci-dessous et compte tenu des tonnages enlevés, les fientes n'ont pas un taux de siccité suffisant pour pouvoir répondre à la norme NFU 42 001 : Non Conforme.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 mois

N° 3 : Prescriptions concernant la fabrique d'engrais et supports de culture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 3.3
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une convention est établie avec un prestataire de service qui assure la mise sur le marché pour 1 300 tonnes d'engrais organique par an soit 52 130 unités d'azote.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué précédemment, 1243 tonnes ont été enlevées en 2025 alors que d'importants stocks sont présents et 3619 tonnes ont été enlevées en 2024, ce qui démontre un mauvais fonctionnement de la fabrique d'engrais et supports de culture annexée à l'installation : Non Conforme.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 mois

N° 4 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les déchets présents lors de la dernière inspection et les poussières accumulées sous les turbines en pignon du poulailler ont été nettoyées. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
Constats : Les entrées d'eau liées au toit du hangar de stockage des fientes, constatées lors de la précédente inspection ont été réparées : Conforme.

De nouveaux trous ont été constaté, toutefois, ceux-ci apparaissent récents et liés à une mauvaise manipulation avec le chargeur (traces fraîches dues au godet sur la charpente), cependant il n'a pas été constaté que les fientes été impactées par des entrées d'eau, alors qu'il y avait eu des précipitations récentes.

Les portails du hangar n'ont pas été réparés.

Non Conforme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le portail électrique doit être réparé et le portail d'entrée remis en place.
Les dégâts accidentels sur la toiture doivent être réparés dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;

<p>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme : présence d'une borne incendie à moins de 200 mètres de l'installation. L'exploitant envisage toutefois de mettre en place une poche (emplacement définit). Vérification périodique des extincteurs prévues 6 jours après l'inspection : le rendez-vous initial a été déplacé en raison du contexte sanitaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Installations électriques et techniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme : les contrôles annuels ont été réalisés en 2023 et 2024, celui de 2025, initialement prévu en juillet 2025 a été déplacé pour des raisons sanitaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Déclaration annuelle des flux d'azote

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une par-</p>

celle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.

Constats :

Déclaration des flux réalisée annuellement : **Conforme.**

Toutefois, au vu des éléments renseignés au point 1 et 2 du présent rapport, il ne peut s'agir de fientes sèches : **Non Conforme.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 9 : Forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 4.2.1

Thème(s) : Élevage, dispositions générales

Prescription contrôlée :

Le forage existant ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages. Il sera abandonné définitivement avant la mise en service du poulailler à construire.

Constats :

Conforme : le forage n'est plus en service.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 4.2.2

Thème(s) : Élevage, prescriptions spéciales

Prescription contrôlée :

La fermeture de l'ouvrage devra être réalisée dans le respect des prescriptions spécifiques prévues au point 8-2 de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral relatif aux forages en date du 29 janvier 2004. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères.

Constats :

Non Conforme : l'ouvrage n'a pas été comblé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 8 mois

N° 11 : Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle
Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.
Constats : Un nouveau forage a été réalisé, il n'est cependant pas à distance réglementaire de l'installation et de ses annexes : Non Conforme . Au vu de sa localisation (pelouse inaccessible aux véhicules) un périmètre de protection n'est pas justifié. Protection de la tête : Conforme .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 mois

N° 12 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
Constats : Non Conforme : comme indiqué précédemment, les infiltrations d'eau au niveau de la toiture du hangar de stockage des fientes ont été réparées, mais les dégâts occasionnés accidentellement devront être réparés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Dispositions relatives la dispersion de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle
Prescription contrôlée : Les bâtiments sont correctement ventilés. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage. En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont prosrites. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none">- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.
Constats : Conforme : L'amas de poussières au pied des turbines au pignon du poulailler, constaté lors de l'inspection précédente, a été nettoyé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment : <ul style="list-style-type: none">- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;- trier, recycler, valoriser ses déchets ;- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.
Constats : Conforme : les déchets présents lors de la précédente inspection ont été enlevés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Respect mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 1
--

Thème(s) : Élevage, Mesure administrative
Prescription contrôlée : La SCEA DE KERVELEN est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté de respecter dans un délai de 3 mois : <ul style="list-style-type: none"> • l'article 24 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 qui prévoit que les eaux pluviales des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage.
Constats : Conforme : comme évoqué précédemment, de nouveaux trous ont été constaté, toutefois, ceux-ci apparaissent récents et liés à une mauvaise manipulation avec le chargeur (traces fraîches dues au godet sur la charpente), cependant il n'a pas été constaté que les fientes été impactées par des entrées d'eau, alors qu'il y avait eu des précipitations récentes. Les infiltrations précédemment constatées et faisant l'objet de la mise en demeure ont été réparées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 16 : Respect mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2023, article 1
Thème(s) : Élevage, Mesure administrative
Prescription contrôlée : La SCEA DE KERVELEN est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté de respecter dans un délai de 6 mois : <ul style="list-style-type: none"> • l'article R. 181-46 du Code de l'environnement qui prévoit que tout changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation environnementale, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Pas de porter à connaissance déposé à ce jour : Non Conforme
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois